



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Les Canadiens donnent un « F » aux gouvernements pour leur capacité à répondre à leurs besoins en matière de santé mentale et de santé liée à l'utilisation de substances : sondage de l'ACMMSM

- La majorité des répondants sont insatisfaits des temps d'attente et de l'accès aux services de santé mentale financés par l'État
- Faible niveau de confiance et de satisfaction du public à l'égard des gouvernements concernant l'accès aux services de santé mentale et de santé liée à l'utilisation de substances ainsi qu'à leur amélioration
- Insuffisance des mesures mises en place pour évaluer l'efficacité des services

OTTAWA, le 18 janvier 2024 – Les gouvernements fédéral et provinciaux obtiennent un « F » catégorique de la part de la population canadienne pour ce qui est de la prestation de services de santé mentale et de santé liée à l'utilisation de substances, selon le deuxième rapport d'évaluation nationale de l'Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale (ACMMSM).

Il est important pour 90 % des Canadiens de trouver et obtenir en temps opportun un accès à des services de soins de santé mentale financés par l'État, tandis que 83 % estiment que les gouvernements provinciaux devraient embaucher davantage de prestataires de soins de santé mentale afin d'améliorer l'accès aux soins.

Pourtant, dans les quatre catégories du rapport d'évaluation – (1) accès, (2) confiance, (3) satisfaction et (4) efficacité des services de santé mentale financés par l'État –, les Canadiens ont donné aux gouvernements fédéral et provinciaux une note collective de « F », ce qui représente une baisse par rapport à la note de « D » accordée l'an dernier. De même, les gouvernements ont reçu une note collective de « D » en ce qui concerne les services de santé liés à l'utilisation de substances.

« Ce rapport d'évaluation nous indique que tous niveaux de gouvernements sont loin d'agir assez rapidement et de faire les investissements nécessaires pour améliorer l'accès en temps opportun aux services de santé mentale et de santé liée à l'utilisation de substances », a déclaré Florence Budden, coprésidente du conseil d'administration de l'ACMMSM et infirmière autorisée. « Les Canadiens sont d'autant plus mécontents que nos gouvernements sont terriblement déconnectés de la réalité lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins de la population en matière de santé mentale et de santé liée à l'utilisation de substances, et de toute évidence, il reste encore beaucoup à faire. »

MEMBRES

Association canadienne de counseling et de psychothérapie

Association canadienne de psychothérapie médicale

Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux

Association canadienne pour la prévention du suicide

Association canadienne pour la santé mentale

Association des psychiatres du Canada

Association médicale canadienne

L'association canadienne des ergothérapeutes

Collectif Canadien Pour la Santé Mentale Périnatale

Collège des médecins de famille du Canada

Community Addictions Peer Support Association

Consortium canadien d'intervention précoce pour la psychose

Fédération Canadienne des infirmières et infirmiers en santé mentale

National Initiative for Eating Disorders

Réadaptation psychosociale Canada

Réseau national pour la santé mentale

Société canadienne de psychologie

Société canadienne de schizophrénie

Les services de santé mentale reçoivent des notes insuffisantes partout au Canada
Deuxième rapport d'évaluation annuel de l'ACMMSM – Principales conclusions

	Note totale	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc.	N.-É.	N.-B.	T.-N.-L.
Accès	F	F	D	F	F	F	F	F	F	F
Confiance du public	D	D	D	F	D	D	F	F	D	D
Satisfaction	F	F	F	F	F	F	F	F	F	D
Efficacité	F	F	F	F	F	F	F	F	F	F
Note totale en santé mentale	F	F	F	F	F	F	F	F	D	F

Il faut accélérer les mesures et l'obligation de rendre des comptes

En comparaison avec d'autres pays développés comme la France et le Royaume-Uni, le Canada a les dépenses proportionnelles les plus faibles en matière de santé mentale, ce qui laisse une marge de manœuvre importante pour augmenter ses investissements publics en vue d'améliorer et d'étendre la couverture des services de santé mentale et de santé liée à l'utilisation de substances. Il doit également mettre en place une nouvelle législation fédérale – la *Loi sur la parité des soins en santé mentale et en santé liée à l'utilisation de substances* – qui place l'importance et la valeur des services de santé liés à la santé mentale et à l'usage de substances sur un pied d'égalité avec les soins de santé physique.

« Sans un financement gouvernemental soutenu supplémentaire et une innovation des systèmes, un cadre législatif national, une meilleure reddition de comptes au public et la mesure des données, les Canadiens ne verront pas les changements cruciaux dont ils ont besoin pour avoir accès en temps opportun à des services en santé mentale et en santé liée à l'utilisation de substances », a déclaré Ellen Cohen, coprésidente du conseil d'administration de l'ACMMSM. « Nos gouvernements doivent en faire plus et agir plus rapidement – l'échec ne peut être une option. »

Les soins de santé liés à l'utilisation de substances sont essentiels

L'enquête de cette année comprenait également des questions portant précisément sur les services de santé en santé liée à l'utilisation de substances dans les quatre mêmes catégories et a révélé une fois de plus que les Canadiens attribuent au gouvernement la mauvaise note collective de « D ». Ainsi, les trois quarts des répondants estiment important que les gouvernements soutiennent le personnel de santé par une éducation sur la santé liée à l'utilisation de substances (72 %), tout comme un accès en temps opportun aux services de santé liés à l'utilisation de substances (74 %).

« Historiquement, les personnes ayant des besoins en matière de santé liés à l'utilisation de substances n'ont eu d'autre choix que de passer par les services de santé mentale et se sont souvent fait dire qu'elles n'étaient pas au bon endroit », a déclaré Anthony Esposti, PDG de CAPSA, un membre de l'ACMMSM. « Ce rapport d'évaluation révèle l'absence de services destinés aux personnes ayant des besoins de santé liés à

l'utilisation de substances. Les Canadiens méritent mieux, et les membres de l'ACMMSM sont déterminés à travailler avec les gouvernements pour améliorer la vie de la population du Canada. »

Les services en santé liés à l'utilisation de substances reçoivent des notes insuffisantes partout au Canada

Deuxième rapport d'évaluation annuel de l'ACMMSM – Principales conclusions

	Note totale	C.-B.	Alb.	Sask	Man	Ont	Qc	N.-É.	N.-B.	T.-N.-L.
Accès	D	D	D	D	D	D	D	F	D	D
Confiance du public	D	D	D	D	D	D	D	F	D	D
Satisfaction	F	F	D	F	D	F	F	F	F	D
Efficacité	F	F	D	F	F	F	F	F	F	D
Note totale santé liée à l'utilisation de substances	D	D	D	D	D	D	D	F	D	D

Pour plus de détails sur les résultats du rapport d'évaluation, veuillez consulter le site www.camimh.ca ou suivez-nous sur Twitter (X), Facebook, Instagram ou LinkedIn.

À propos de l'enquête

Le sondage a été réalisé par Recherche en santé mentale Canada et Pollara Strategic Insights auprès d'un échantillon en ligne de 3 207 adultes canadiens, du 1^{er} au 16 novembre 2023. Les résultats d'un échantillon probabiliste de cette taille peuvent être considérés comme précis à ±1,7 point de pourcentage, 19 fois sur 20. Les résultats ont été pondérés en fonction de l'âge, du sexe et de la région afin d'être représentatifs de la population canadienne.

À propos de l'ACMMSM

Fondée en 1998, l'Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale (ACMMSM) est une alliance dirigée par ses membres, qui regroupe 18 organismes nationaux de santé mentale comprenant des prestataires de soins de santé et des organisations qui représentent les personnes atteintes de maladies mentales, leurs familles et le personnel soignant. L'ACMMSM a pour mandat de veiller à ce que la santé mentale soit inscrite à l'ordre du jour national afin que la population canadienne bénéficie en tout temps des soins et d'un accompagnement appropriés.

Les membres : Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux, Association canadienne de counseling et de psychothérapie, Fédération canadienne des infirmières et infirmiers en santé mentale, Association médicale Canadienne, Bureau de la santé publique, Association canadienne pour la santé mentale, Société canadienne de psychologie, Association des psychiatres du Canada, Collège des médecins de famille du Canada, Réadaptation psychosociale Canada, Association canadienne de psychothérapie médicale, National Initiative for Eating Disorders, Réseau national pour la santé mentale, Société canadienne de la schizophrénie, CAPSA, Association canadienne pour la prévention du suicide, Consortium

canadien d'intervention précoce pour la psychose, Collectif canadien pour la santé mentale périnatale

PERSONNE-RESSOURCE POUR LES MÉDIAS

Shubhi Sinha, BlueSky Communications

647 989-2559

ssinha@blueskycommunications.com